



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Faut-il-suivre>

REPONSE

Faut-il suivre ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2002 - N° 1017 - janvier 2002 -

Date de mise en ligne : samedi 27 janvier 2007

Date de parution : janvier 2002

Description :

MARIE-LOUISE DUBOIN, doutant de cet universalisme, lui répond en développant les raisons qui l'ont amenée à critiquer la politique de G.W. Bush et souligne combien les gouvernements qui s'inclinent devant lui mettent l'humanité en danger.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Nous avons reçu des réactions fort différentes de celle-ci. Mais nous tenons à remercier Jean-Claude pour sa franchise, car elle oblige Marie-Louise à développer sa pensée, à apporter des arguments, à aller plus au fond des choses :

Cette émotion devant les visages d'enfants et de femmes de Kaboul après le départ de leurs bourreaux, nous l'avons, c'est évident, tous partagée, et avec nous, je le parie, l'ensemble de nos lecteurs ! Mais cela ne nous a pas fait oublier que c'est l'administration des États-Unis qui a installé ces bourreaux en Afghanistan et que c'est la CIA qui a formé, armé et entraîné le réseau de Ben Laden, la preuve en est que l'homme-clé de cette organisation de renseignement américaine en 1978, Z.Brzezinski s'en est publiquement félicité [1]. L'objectif de G. Deubeliou Bush n'a donc jamais été de permettre aux femmes afghanes de sortir sans la burqa et cette incidente positive n'empêche pas de dénoncer ce que les méthodes déployées par la politique américaine ont, effectivement, d'odieux, comme je l'ai fait dans l'éditorial du N°1015. Comment peut-on transformer cette critique en une prise de parti pour les responsables des abominables attentats du 11 septembre, sinon parce que ledit Mister Dabeliou a déclaré que quiconque n'approuvait pas sa croisade était du parti de ses ennemis ? Faire cette interprétation est donc "emboîter le pas à G.W.Bush ", et je ne veux pas tomber dans ce piège, il est trop gros, je revendique le droit de n'approuver ni sa politique ni ses méthodes et cela ne signifie évidemment pas que j'approuve celles de son ennemi.

Je n'ai pas pris parti, mais j'ai osé contester les méthodes de Bush ! Ce faisant, je n'ai pas suivi la foule, et cela peut paraître téméraire parce qu'il est difficile aux citoyens que nous sommes, mal éclairés par une information maintenant filtrée sinon truquée, de comprendre ce qui se passe. Mais raison de plus pour se méfier de toute manipulation. Or quand on me suggère d'allumer une bougie à la mémoire des 3.300 innocents assassinés dans les Tours jumelles, je m'étonne qu'on ne m'ait pas fait la même demande pour les millions d'enfants, encore plus innocents, et condamnés à mourir de faim ou directement tués par les interventions américaines. Je condamne également tous ces assassinats parce que je ne vois pas au nom de quoi celui d'un civil Américain, s'il est du Nord, devrait être considéré comme pire que celui d'un autre civil, tout aussi anonyme, qu'il soit Américain du Sud, Palestinien, Israélien, Irakien, Cubain, Afghan, etc. Je n'adhère pas d'emblée à l'idée qu'il s'agit dans le premier cas « du fanatisme d'une secte musulmane alors que, lorsque les armées américaines tuent des civils naturellement innocents, ce n'est pas intentionnel » [2]. Même quand ils utilisent les bombes à fragmentation ? Ce n'est pas moi qui suis partisane.

GOD BLESS AMERICA !

Peut-on affirmer avec Jean-Claude que les États-Unis et la France sont « les deux plus importants pays universalistes au monde » ? On peut, heureusement, trouver des universalistes et des humanistes dans chacun des pays du monde. Mais qualifier ainsi tout un pays implique que les vertus liées à l'universalisme y sont très largement répandues et imprègnent sa politique. Peut-on le dire des États-Unis ? Laissons répondre quelqu'un de particulièrement bien placé pour cela, puisqu'il s'agit du journaliste américain David Halberstam, qui a été très longtemps correspondant à l'étranger du New York Times. Il dit [3] avoir observé dans les années 1990 que ses concitoyens « se moquaient éperdument » des guerres des Balkans, qu'ils se sont « renfermés et ont sombré dans la trivialité. Quand on pense, ajoute-t-il, à la dimension extravagante de l'affaire Lewinski ! Aujourd'hui, ça paraît inconcevable ! Le Goliath, absorbé par ses préoccupations internes et triviales, ne s'occupait, à l'étranger, qu'à promouvoir ses multinationales. » Après avoir énuméré les avantages dont disposent Américains, chez qui il dénonce un « isolationisme viscéral », il conclut : « Tout cela nous fait croire que nous sommes autorisés à connaître très peu de choses du reste du monde » et il précise : « Beaucoup de diplomates étrangers, d'excellents journalistes

sont, depuis dix ans, ahuris par l'absence de tout intérêt des Américains pour les non-Américains ». Voilà qui ne plaide guère pour la thèse de l'universalisme des Américains en général.

Mais sous prétexte que la première Déclaration universelle des Droits de l'homme y a été proclamée, les États-Unis se prétendent le pays champion du monde pour deux vertus universalistes, la liberté et la démocratie. Observons d'abord qu'une autre vertu universaliste est systématiquement écartée, alors qu'elle est au moins aussi essentielle et déterminante que les deux autres, je veux parler de la laïcité [4], mais personne n'en parle parce qu'elle est aussi étrangère au Président des États-Unis qu'à son principal ennemi d'aujourd'hui, et de façon plus générale, aussi étrangère à la mentalité américaine qu'à celle de la plupart des autres pays du monde.

À propos de liberté, on n'en finirait pas d'énumérer toutes les atteintes qui sont commises contre la liberté individuelle, sous couvert de l'administration américaine, et dans le monde entier ; Jean-Pierre Mon les passait en revue dans l'éditorial de notre dernier numéro intitulé "De la crise au fascisme ?" Et puisque Jean-Claude fait allusion à ce qui s'est passé « dans certains pays en des époques pas si lointaines, gérées par la censure et les milices » il ne faut pas qu'il oublie le maccarthysme, ni les méthodes actuelles de la CIA, du FBI, de la NSA [5] ni celles les tribunaux américains, les tribunaux militaires en particulier.

À propos de la démocratie, il suffit de se rappeler comment s'est faite l'élection du Président actuel des États-Unis, au prix de 4 milliards de dollars. Je retrouve à ce propos Le Monde du 11 novembre 2000, dans lequel Olivier Duhamel, Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, observait : « La soumission de la politique à l'argent y corrompt la démocratie par tous les bouts. Elle transforme le responsable politique en une lessive à vendre et, en même temps, elle fait de lui un décideur que l'on achète [...] L'électeur est traité à la fois comme un consommateur qu'il faut séduire et comme un décideur qu'il est utile d'acheter ». Et c'était avant le coup de force qui mit fin aux protestations motivées par des irrégularités flagrantes !

Il est évident que notre monde est de plus en plus complexe et que nous sommes submergés par des informations, invérifiables directement, et qui cachent trop souvent une volonté d'imposer à l'opinion un système de valeurs. Raison de plus pour ne pas être dupes. Il se trouve que j'ai sous les yeux Le Monde du 11 décembre dernier, dans lequel je lis une interview édifiante du photographe gallois P.J. Griffiths, auteur en 1971 "du plus important livre illustré sur la guerre du Vietnam" ; il vient de rééditer cet ouvrage. Pourquoi ? Parce que plusieurs livres américains sont publiés en ce moment sur le thème, qui paraît incroyable, de : "Comment nous avons gagné la guerre du Vietnam". On comprend alors le titre de son interview : « je veux que le lecteur ne ferme jamais les yeux ». Le citoyen conscient doit donc aussi se garder d'avoir la mémoire courte s'il entend comme Jean-Claude "assumer individuellement sa prise de conscience". Pas plus que nous ne croyons maintenant que les Américains ont gagné la guerre du Vietnam en 1975, nous n'oublions toutes les dictatures que les États-Unis ont soutenues dans le monde entier, en commençant par l'Amérique latine. Personne ne peut faire semblant d'ignorer leur rôle dans l'assassinat d'Allende et l'installation de Pinochet au Chili puisque les directives de Nixon au Directeur de la CIA d'alors, Richard Helms, ont été rendues publiques [6] ! Du coup, rappelons-nous les termes employés par Reagan en 1980 : il prétendait déjà lutter contre « l'empire du mal » en intervenant au Nicaragua contre le Front sandiniste élu en 1979 ! N'oublions pas que c'est aussi la CIA qui y organisa, entraîna et arma l'opposition. La guerre de l'administration Reagan provoqua 29.000 morts, elle s'est poursuivie contre le gouvernement régulièrement élu en 1984, et la Cour internationale de justice de La Haye condamna en 1986 "cet emploi illégal de la force par les États-Unis".

La constance dans les méthodes anti-démocratiques de l'administration américaine doit donc faire réfléchir ! On comprend alors qu'il s'agit pour les États-Unis, et depuis plus de 20 ans, par tous les moyens, même criminels, d'installer et de développer des multinationales d'intérêts américains, en exploitant le monde entier à ces fins, sans aucun égard pour les habitants des pays ainsi asservis. Les prétextes avancés pour leurrer les gogos ou faire taire ceux qui profitent de quelques retombées, ne peuvent pas faire douter l'honnête citoyen qu'en fait d'universalisme il s'agit bel et bien d'étendre l'empire des sociétés américaines par des procédés invouables.

QUELS SONT LES VÉRITABLES BUTS ?

Maintenant qu'on sait qu'il s'agissait en Amérique Latine d'implanter des sociétés du type United Fruit, demandons-nous quels intérêts américains pourraient cacher la politique actuelle des États-Unis au Moyen ou Proche Orient.

Les régions concernées sont proches de ressources connues de pétrole. La fortune des texans Bush est assise sur le pétrole. L'économie américaine a et va avoir de plus en plus besoin de pétrole. D'importantes sociétés pétrolières ont aidé à financer la campagne électorale, si brillamment réussie, de Mr. W., et en attendent le retour sur investissement, puisque dans cette "plus grande démocratie du monde" les élections s'achètent, et très cher.

Tous ces indices menant singulièrement vers des sociétés pétrolières, voyons ce qui, dans les informations récentes, incite à confirmer cet aspect de la politique américaine. En utilisant celles du Monde du 13 novembre, on découvre que le nouveau Président des États-Unis est parti pour sa croisade, dite du "Bien contre le Mal", après avoir mis le lobby pétrolier américain aux manettes. Son vice-président, d'abord, a longtemps dirigé Halliburton, le leader mondial des prestataires de service de toute l'industrie pétrolière. Sa directrice du Conseil national de sécurité, qui supervise le Renseignement, a été pendant neuf ans directrice dans la compagnie pétrolière Chevron où elle était spécialisée dans les dossiers concernant le Kazakhstan. Son secrétaire et son sous-secrétaire au Commerce ainsi que son secrétaire à l'énergie ont fait tous les trois leur carrière dans le pétrole, chez Tom Brown et chez Exxon. Et on ne compte pas les autres professionnels de ce même secteur qui ont été placés dans les cabinets ministériels. S'il est normal aux États-Unis que le Président choisisse son État-major comme bon lui semble, ce qui a choqué c'est que quatre jours, pas un de plus, après l'investiture, si controversée pourtant, de Mr. W., le vice-président a organisé une structure informelle et tout à fait inhabituelle, dont le nom peut se traduire par "corps expéditionnaire pour la politique de l'énergie" [7] et dont les activités intriguèrent beaucoup de monde, sans que le vice-président accepte de s'en expliquer, sinon pour dire que parmi ses priorités figurent le développement de nouveaux partenariats en Asie... Au point que l'Office chargé de l'information au Congrès a adressé, assez sèchement, une requête à la Maison Blanche afin d'obtenir au moins la liste des personnalités participant à un tel programme. Mais c'était le 10 septembre, et les attentats ont interrompu le Contrôleur général de l'Office chargé de l'information auprès du Congrès, prêt auparavant à entamer des poursuites judiciaires. Le 11 septembre, Bush engageait à ses côtés un autre expert pétrolier qui, de 1995 à fin 1998, avait négocié avec les talibans le tracé d'un gazoduc traversant leur territoire...

Alors, quelles sont les intentions de l'administration de G.W. Bush et que s'est-il vraiment passé juste avant le 11 septembre ?

Un livre de A.Rashid [8] intitulé L'ombre des talibans (aux éditions Autrement), avait déjà révélé avec beaucoup de détails que les États-Unis étaient engagés depuis des années dans des tractations avec les talibans (qu'ils ont installés en Afghanistan, ne l'oublions pas) pour répondre aux attentes de compagnies pétrolières américaines. Ce que d'autres informations parues dans la presse américaine ont confirmé. Un autre livre [9], dont les auteurs sont deux spécialistes reconnus des questions et des milieux du renseignement, confirme et complète ceci en ajoutant que pour ne pas gêner ses relations avec les monarchies du Golfe, Washington aurait empêché le FBI d'enquêter en Arabie saoudite et au Yémen sur les commanditaires d'attentats anti-américains. À l'appui de cette thèse, ce dernier livre révèle le témoignage de J. O'Neill, le N°2 du FBI, qui, furieux d'être ainsi bridé dans son action, a démissionné avec éclat en juillet dernier. Ceci expliquerait que le FBI n'ait pas pu prévenir les attentats, mais ouvrirait aussi des horizons quant aux motivations de la diplomatie américaine. L'administration Clinton a longtemps négocié avec les talibans la reconnaissance de leur régime en échange de Ben Laden, accusé d'attentats contre des ambassades américaines en Afrique, mais le mollah Omar refusait cette extradition. Dès février 2001, la nouvelle administration Bush a invité à Washington des talibans pour reprendre ces tractations. Le projet américain était déjà celui de la livraison de Ben Laden contre la convocation d'un conseil des tribus afghanes autour du roi en exil, Zaher Chah, il n'est donc pas issu des diplomaties occidentales au lendemain des attentats : il était préparé depuis des mois à l'initiative de Washington. Était-il accompagné d'une offre financière ou de menaces ? L'ex-ministre Pakistanais,

représentant son pays au "Processus de Berlin" en juillet l'affirma le 18 octobre sur FR3 en disant⁸ « Une fois le gouvernement élargi constitué, il y aurait eu une aide internationale [...] Ensuite le pipe-line aurait pu arriver ». Sinon, ajouta-t-il, les Américains menaçaient d'une "opération militaire". Il se pourrait donc que c'est parce que ces promesses étaient près d'amener les talibans à monnayer l'extradition de Ben Laden que celui-ci a agi...

MÉTHODES, PRÉTEXTES ET BUTS AUSSI INDEFENDABLES

Dans l'éditorial critiqué, je n'ai évidemment pas pris parti pour Ben Laden. Mais pas non plus pour Bush, je les ai mis dans le même sac, comme deux mafieux à qui on peut reprocher à la fois des méthodes criminelles, un intégrisme sans nuance et des objectifs douteux. Chacun d'eux, en effet, a utilisé le pouvoir qu'il doit au fait d'avoir reçu une grosse fortune pour l'utiliser à armer et entraîner ses troupes, pour leur donner l'ordre d'aller assassiner aveuglément des milliers de civils, en se prétendant le justicier chargé de punir le Mal au nom du Bien, mais en cachant ses véritables mobiles. Si ceux de Ben Laden sont encore secrets, ceux de Bush commencent à être découverts, en plus du fait que ce sont les Américains qui sont à l'origine de la mise en place des talibans en Afghanistan, du recrutement, de l'armement et de l'entraînement du réseau Al-Qaida de Ben Laden et que celui-ci a été financé grâce à l'opacité des transactions financières et aux paradis fiscaux que défendent les Américains parce qu'ils sont les premiers à les utiliser. Refuser de constater cette perversité de la politique américaine n'est pas faire preuve de tolérance, c'est avoir peur d'ouvrir les yeux...

Les conséquences du fait que nos gouvernements n'ont pas eu ce courage sont extrêmement graves. Je ne crois donc pas qu'il soit sain d'attendre que d'autres prennent des initiatives, ni de laisser aux générations suivantes le soin d'agir, pour faire évoluer plus tard, et peut-être, l'humanité.

Car donner carte blanche à Bush, comme il donne lui-même son feu vert à Sharon, c'est accepter que se poursuive l'asservissement de populations entières comme celle de la Palestine, occupée et humiliée depuis des décennies. Le suivre, c'est l'encourager à entreprendre, sur la lancée de sa victoire sur les talibans, les actions qu'il a annoncées, en commençant par l'Irak, puits de pétrole intéressant après celui de l'Arabie saoudite, déjà acquis.

Et c'est lui permettre de continuer à mettre son veto intolérable à tout contrôle international sous l'égide de l'ONU, à s'opposer à tout accord contre la pollution de l'environnement terrestre (Kyoto), contre les mines anti-personnel, contre le racisme (Durban), et même de rompre unilatéralement des pactes antimissiles ABM afin de développer sa "guerre des étoiles", comme il vient de le faire en douce.

Bref, c'est l'encourager à mépriser le reste du monde en chantant avec lui « God Bless America » !

(17 décembre 2001).

[1] Voir par exemple son interview dans Le Nouvel Observateur N°1732 du 15 janvier 1998.

[2] Le nombre de civils tués par ces "dégâts collatéraux" est pourtant estimé à plus de 1000.

[3] Dans une interview au Monde du 28 novembre dernier.

[4] Rappelons que laïcité ne signifie pas athéisme comme certains l'imaginent souvent. Il s'agit de ne pas mélanger religion et politique.

Faut-il suivre ?

[5] Voir GR N°1016, p.4 : "On en apprend de belles".

[6] Voir Le Monde 11/12/1998, p.14.

[7] en Anglais : "Energy Policy Task Force".

[8] Sur ce qui suit voir : Horizons Le Monde, 13/11/01, p.14

[9] intitulé "Ben Laden, la vérité interdite" paru chez Denoël le 14 /11/2001.